



Communiqué de presse et déclaration

L'intersyndicale a rencontré Mme la Présidente suite à notre préavis de grève. Celle-ci a reconnu que « nous ne sommes pas un modèle de dialogue social ».

Sur notre demande de reprendre un vrai dialogue social avec de nouveaux interlocuteurs :

Mme la Présidente rejette notre demande de changement d'interlocuteurs (M. Neugnot et Mme Chiappa). Néanmoins, elle accepte que les réunions de dialogue social se fassent avec l'administration seule, sauf les réunions de fin de négociation. Celles-ci ne seront pourtant jamais conclusives, puisque c'est le CT qui est conclusif ... et que la Présidente y participera le plus souvent possible.

Mme la Présidente souhaite « trouver les bons moyens du dialogue social » ... des améliorations seront recherchées (déjà : comptes -rendus de dialogue social, documents qui ne changent pas tout le temps ...)

Sur notre demande que le PV du CT du 16/11 soit transmis :

Mme la Présidente s'engage à transmission d'ici la fin de la semaine.

Les termes « hors vacances scolaires » après le bornage « de 39h à 42h » sont supprimés : donc pas de semaines à moins de 39h dans les lycées. Mme la Présidente demande à son administration de retenir « la solution la plus favorable ».

Sur la convocation pour le 5 décembre : Mme la Présidente s'engage à ce qu'il y ait un mail pour dire aux agents que (malgré les dires des chefs de service ou directeurs) la présence n'est pas obligatoire... c'est fait.

Nous avons obtenu en outre qu'une évaluation soit menée au bout de 6 mois sur le RIFSEEP et le temps de travail, avec possibilités « d'ajustements et amendements ». D'ores et déjà, la Présidente a accepté de construire un dispositif permettant de « reconnaître financièrement l'expérience professionnelle et l'acquisition de technicité des agents ». Elle reconnaît que l'enveloppe de 2,2M€ est une évaluation, qu'elle pourra être dépassée en fonction de la ventilation plus ou moins bienveillante des agents dans les différents groupe de RIFSEEP.

Contrairement à ce qui nous avait été refusé en réunion de dialogue social, la Présidente accepte que les organisations syndicales soient associées à la mise en place du logiciel de gestion des temps.

En conséquence les organisations syndicales lèvent le préavis de grève. Les agents ont donc la possibilité de ne pas participer à la réunion du 5 décembre sans prendre de risque, comme la Présidente l'a assuré. Nous resterons vigilants.

Mme la Présidente affirme que le 5 décembre ne sera « ni une provocation, ni un service après-vente » ... Les représentants de chaque organisation syndicale seront présents pour y veiller, pour contrôler la cohérence des propos et poser les questions qui pourraient fâcher.

Nous rappelons que l'ensemble des organisations syndicales sont fondamentalement contre le « contrat social global » qui n'est pas un contrat puisque tous vos représentants y sont opposés. D'ailleurs Mme la Présidente parle du « régime social global » ce qui est plus juste. Rappelons que les seuls points positifs, nous les avons arrachés, avec le soutien des agents.

Nous vous transmettons notre tract qui résume un certain nombre de points, même si tout n'est plus d'actualité.